

Bujumbura, Burundi, 17 juin (Infosplusgabon) - La Princesse de Jordanie, Sarah Zeid, en même temps « Ambassadrice de bonne volonté » du Programme alimentaire mondial (PAM), a été reçue en audience, dimanche, par le deuxième vice-président du Burundi, Joseph Butore, au second jour de sa « visite de plaidoyer sur la situation nutritionnelle des Burundais », a-t-elle fait savoir.

La visite de la Princesse a surpris nombre d'observateurs à Bujumbura où son mari, le Prince Zeid Ra'ad al Hussein, actuel Haut commissaire des Nations unies aux droits de l'homme, nourrit des rancœurs à cause de ses multiples rapports alarmants sur de présumés « crimes de guerre, crimes contre l'humanité et crime de génocide », liés à la crise électorale de 2015 au Burundi.

La visite intervient, par ailleurs, peu de jours après l'annonce du chef de l'Etat burundais, Pierre Nkurunziza, qu'il ne se représentera pas en 2020, désamorçant quelque peu les tensions encore vives autour de son précédent mandat controversé de 2015.

En février dernier, le Haut commissaire était revenu à la charge pour dénoncer, devant le Conseil des droits de l'homme des Nations unies, à Genève en Suisse, des « abattoirs d'êtres humains les plus prolifiques de ces derniers temps » dans plusieurs régions du monde, citant notamment le Burundi, la République démocratique du Congo, la Syrie et le Yémen.

Les alertes répétées du Haut commissaire ont été entendues par la Cour pénale internationale (CPI) qui a décidé d'une enquête sur ces présumés crimes, poussant le pouvoir burundais à se retirer de la juridiction à compétence universelle.

En dépit de cette tension, l'accueil de la Princesse Sarah a été plutôt chaleureux, que se soit samedi, de la part de l'épouse du chef de l'Etat burundais, Mme Denise Nkurunziza, dans un orphelinat du nord du pays, ou encore ce dimanche, lors de l'entrevue avec le deuxième vice-président Butore.

Les deux personnalités sont tombées d'accord qu'il faut intensifier les efforts du gouvernement burundais en matière de lutte contre la malnutrition, « une réalité que nous reconnaissons sans complexe », a déclaré M. Butore, avant de remercier son hôte de marque du plaidoyer qu'elle entend mener auprès des décideurs humanitaires.

Dans son « Plan de réponse humanitaire 2018 », datant de février dernier, le Bureau des Nations unies pour la Coordination des Affaires Humanitaires (OCHA) alertait sur l'aggravation de la vulnérabilité des populations burundaises.

Le plan de contingence faisait état de 3,6 millions de personnes (un Burundais sur quatre) qui sont touchées par l'insécurité alimentaire, soit une augmentation de plus de 18%, depuis 2016.

"Tout en appréciant cette initiative de la Communauté humanitaire à venir en aide aux personnes dans le besoin, surtout celles en situation d'urgence », le gouvernement burundais, à travers son porte-parole, Philippe Nzobonariba, avait rejeté le rapport de OCHA.

« Contrairement à ce qui est prétendu, le rapport de OCHA ainsi que le recensement des personnes en état de nécessité, de même que les chiffres avancés, n'ont jamais fait objet de collaboration avec les ministères de l'Intérieur, de l'Agriculture, de la Santé ainsi que des Droits de l'Homme », soulignait la déclaration officielle.

On rappelle que la tournée de la Princesse jordanienne avait commencé par la République démocratique du Congo et après le Burundi, elle se rendra à Rome, en Italie où elle prendra part au Conseil d'administration du PAM, une agence spécialisée des Nations unies également active au Burundi depuis plusieurs décennies.

FIN/INFOSPLUSGABON/OML/ GABON 2018

© Copyright Infosplusgabon